

JD

REPUBLIQUE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 90-69 du 2 Mai 1990

portant transmission au Haut Conseil de la République pour autorisation de ratification de l'Accord sur le système global de préférences commerciales entre Pays en Développement.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT,

- VU l'Ordonnance N° 90-001 du 1er Mars 1990 portant abrogation de l'Ordonnance N° 77-32 du 9 Septembre 1977 promulguant la Loi Fondamentale du 26 Août 1977 de la République Populaire du Bénin ;
- VU l'Ordonnance N° 90-002 du 1er Mars 1990 portant dissolution de l'Assemblée Nationale Révolutionnaire ;
- VU l'Ordonnance N° 90-004 du 1er Mars 1990 portant création du Haut Conseil de la République ;
- VU le décret N° 90-42 du 1er Mars 1990 portant dissolution du Conseil Exécutif National ;
- VU le décret N° 90-43 du 1er Mars 1990 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret N° 90-53 du 14 Mars 1990 portant Gouvernement de Transition de la République du Bénin ;
- VU l'Accord sur le Système Global de Préférences Commerciales entre Pays en Développement signé à BELGRADE le 13 Avril 1988 et paraphé par notre pays le 18 Avril 1989.;
- LE Conseil des Ministres entendu en sa séance du 17 Avril 1990.

D E C R E T E :

L'Accord sur le Système Global de Préférences Commerciales (S.G.P.C.) entre Pays en Développement ci-joint signé à BELGRADE (République Fédérale Socialiste de Yougoslavie) le 13 Avril 1988 et paraphé par notre pays le 18 Avril 1989 sera présenté au Haut Conseil de la République par le Ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

.../...

EXPOSE DES MOTIFS

Monsieur le Président du Haut Conseil de la République.

Le présent Accord soumis à ratification porte création entre les pays en développement du Groupe des 77 du Système Global de Préférences Commerciales (S.G.P.C.). Cet Accord a été signé le 13 Avril 1988 à BELGRADE (République Fédérale Socialiste de YOUGOSLAVIE) et paraphé par notre pays le 18 Avril 1989.

Le Système Global de Préférences Commerciales institué par cet Accord constitue un ensemble de concessions tarifaires et non tarifaires que s'accordent entre eux les pays en développement sur leurs échanges commerciaux. Par ce biais, ces pays se proposent de créer pour les exportations réciproques un vaste marché préférentiel à la dimension d'une partie importante de leurs importations.

Ainsi qu'il découle de ce qui précède, cette activité porte sur le commerce qui est l'une des principales sources de recettes en devises de ces pays et constitue par conséquent, à l'instar de la production, la base matérielle pour les étapes initiales de transformation structurelle de leurs économies.

L'importance de ce secteur pour les pays en développement peut se dégager de ces chiffres publiés récemment par la Conférence des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement. En effet, ce groupe de pays tire 10 à 15 fois plus de recettes en devises de leurs échanges qu'ils n'en reçoivent par le canal de l'aide. Même les pays les plus pauvres dégagent de leur commerce des revenus supérieurs à ce que ne leur apporte l'aide quoique cette dernière représente 25% des apports étrangers à l'Afrique subsaharienne.

Malgré l'importance de ce secteur pour l'économie des pays en développement, les principes et les modalités en vigueur dans le commerce mondial continuent à favoriser principalement les régions développées du monde. Loin d'aider les pays en développement à promouvoir le développement et la diversification de leurs économies, les tendances actuelles du commerce mondial contrarient les efforts que ces pays déploient pour accélérer leur croissance.

En 1985, les exportations mondiales de marchandises ont atteint 1922 Milliards de dollars. Les pays développés ont exporté 66% de ce total, les pays en développement et les pays socialistes respectivement 22% et 12%. Cette disparité est encore plus grande lorsqu'on considère que pour les produits manufacturés représentant plus de 60% des exportations mondiales, les exportations des pays développés ont représenté 79% du total contre 12% pour les pays en développement et 9% pour les pays socialistes.

.../...

Un autre aspect de la défavorable participation des pays en développement au commerce mondial est la dégradation constante des prix des matières premières. Au milieu des années 1980, les prix des matières premières en valeur réelle ont un niveau qui était le leur pendant la crise des années 1930, alors que ceux des produits manufacturés n'ont cessé d'augmenter. A ces difficultés de prix s'ajoutent les problèmes épineux d'accès des produits primaires et des produits manufacturés aux marchés des pays-développés, ce qui entraîne une baisse constante de leur part aux échanges mondiaux.

Le développement du commerce Sud-Sud devait constituer l'une des principales solutions à l'amélioration de la participation des pays en développement au commerce mondial.

C'est dans cette optique que pour améliorer ce commerce la Conférence des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement a lancé d'importantes séries de négociations devant conduire à la mise en place des préférences commerciales entre pays en développement : il s'agit du Système Global de Préférences Commerciales, présenté pour la première fois lors de la Conférence des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement en 1976.

Depuis lors, plusieurs réunions préparatoires se sont tenues tant au niveau des Experts qu'au niveau des ministres du commerce pour donner corps à l'Accord qui a été approuvé à l'issue de la réunion ministérielle sur le Système à BELGRADE le 13 Avril 1988. Notre pays a pris part à ces travaux ainsi qu'à la première série des consultations ayant consisté en l'échange de concessions entre les pays participants.

LES OBJECTIFS DU SYSTEME

Le Système Global de Préférences Commerciales (S.G.P.C.) repose en partie sur le principe que les pays en développement rencontrent des difficultés particulières pour échapper aux formes traditionnelles du commerce avec le Nord et commercialiser leurs exportations notamment dans les secteurs non traditionnels ; ces difficultés peuvent être surmontées au moins partiellement grâce à un accès préférentiel à leurs propres marchés.

Le Système Global de Préférences Commerciales est un instrument de promotion des échanges et de développement de la Coopération Sud-Sud.

LES REGLES FONDAMENTALES DU SYSTEME GLOBAL DE
PREFERENCES COMMERCIALES

Les modalités d'application de l'accès préférentiel aux marchés reposent sur les principes du traitement de la nation la plus favorisée et du traitement différentiel pour les Pays les Moins Avancés.

- La Clause de la nation la plus favorisée (NPF)

Ce traitement étend à tous les pays participants à l'Accord le bénéfice de toutes concessions accordées à un ou plusieurs participants à l'issue des consultations bilatérales et/ou multilatérales.

Ce principe consacre la multilatéralité du bénéfice de tous les avantages et privilèges de commerce extérieur que deux participants quelconques viendraient à s'accorder dans le cadre de ce système. Tout participant à l'Accord peut faire valoir son droit au bénéfice de ces préférences dès l'entrée en vigueur de l'Accord global.

Le principe du traitement différentiel pour les parties contractantes moins favorisées que sont les Pays les Moins Avancés

Conformément à ce principe, certaines préférences spéciales sont accordées exclusivement aux Pays les Moins Avancés sans obligation de réciprocité.

- Le principe des avantages réciproques

Aux termes de ce principe, tous les participants pourront bénéficier, de façon équitable, aux avantages du système global selon leur niveau de développement économique et industriel, de la structure de leur commerce extérieur et de leur politique commerciale.

A cet égard, les Pays les Moins Avancés participants devront bénéficier de mesures préférentielles spécifiques.

- Le Champ d'application de l'Accord

Les avantages découlant du système sont réservés exclusivement aux pays en développement du Groupe des 77 qui ont échangé des concessions et sont devenus parties à l'Accord global.

Par ailleurs, le système s'applique aux matières premières, aux produits semi-ouvrés et finis, aux produits agricoles.

Des règles d'origine annexées à l'accord en définissent les modalités d'application.

Au terme de cet exposé, il conviendrait de noter que cet accord présente des avantages certains pour notre pays sur le plan des exportations.

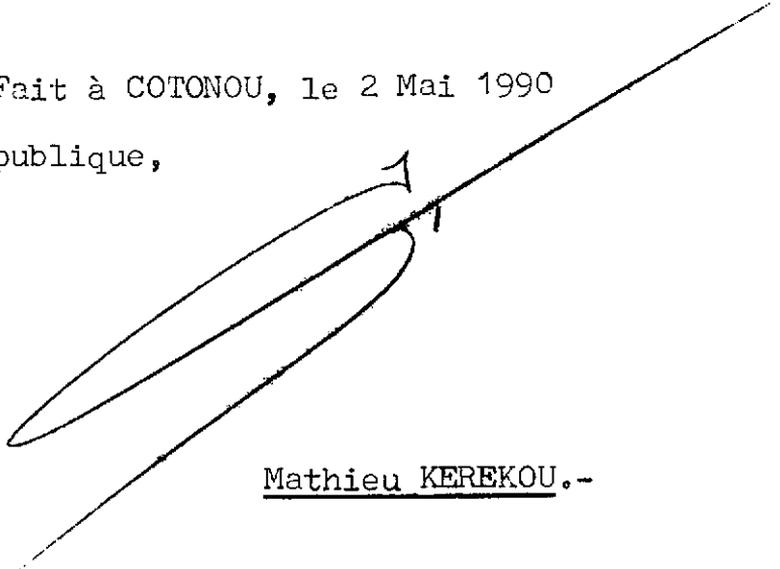
En effet, la multilatéralité des avantages étend à tous les participants le bénéfice de toutes les concessions échangées au cours des premières consultations ayant abouti à l'adoption de l'accord global. Le tableau des concessions en annexe donne une idée des marchés d'exportations susceptibles d'intéresser les exportateurs béninois.

Aussi, notre participation au Système Global de Préférences Commerciales permettrait notre accès au marché préférentiel qu'il crée et contribuera au développement de la Coopération Sud-Sud.

Compte tenu de tout ce qui précède, nous avons l'honneur, Monsieur le Président du Haut Conseil de la République, de soumettre à votre approbation le présent accord en vue d'en obtenir l'autorisation de ratification.

Fait à COTONOU, le 2 Mai 1990

par le Président de la République,
Chef de l'Etat,



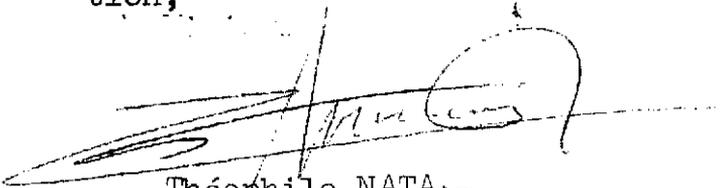
Mathieu KEREKOU.-

Le Premier Ministre



Nicephore SOGLO.-

Le Ministre des Affaires
Etrangères et de la Coopération,



Théophile NATA.-

Le Ministre du Commerce
de l'Artisanat et du Tourisme,



Richard ADJAHO.-

Ampliations : PR 4 PM 4 MAEC-MCAT 6 SGG 4 CPC 2 JORB 1 HCR 20.-

ACCORD SUR LE SYSTEME GLOBAL

DE PREFERENCES COMMERCIALES

Préambule

Les Etats parties au présent Accord,

Reconnaissant que la coopération économique entre pays en développement est un élément clef de la stratégie d'autonomie collective et un instrument essentiel pour promouvoir des transformations de structure contribuant à un processus équilibré et équitable de développement économique global et à l'instauration du nouvel ordre économique international,

Reconnaissant également qu'un système global de préférences commerciales (ci-après dénommé "SGPC") serait un instrument majeur pour la promotion du commerce entre les pays en développement membres du Groupe des 77 et pour l'accroissement de la production et de l'emploi dans ces pays,

Ayant à l'esprit le Programme d'autonomie collective d'Arusha, le Programme d'action de Caracas et les Déclarations relatives au SGPC adoptées par les Ministres des Affaires Etrangères du Groupe des 77 à New York en 1982 et par les Réunions ministérielles sur le SGPC à New Delhi en 1985, à Brasilia en 1986 et à Belgrade en 1988,

Convaincus qu'il faudrait accorder un rang de priorité élevé à l'institution du SGPC en tant qu'instrument majeur de la coopération Sud-Sud, pour la promotion de l'autonomie collective, ainsi que pour le renforcement du commerce mondial dans son ensemble,

SONT CONVENUS de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION

Article Premier

DEFINITIONS

Aux fins du présent Accord :

- a) Par "participant", il faut entendre :
 - i) Tout membre du Groupe des 77 figurant dans la liste de l'annexe I qui a échangé des concessions et est devenu partie au présent Accord conformément aux articles 25, 27, ou 28 ;
 - ii) Tout groupement sous-régional/régional/interrégional de pays en développement membres du Groupe des 77 figurant dans la liste de l'annexe I qui a échangé des concessions et est devenu partie au présent Accord conformément aux articles 25, 27 ou 28.
- b) Par "pays les moins avancés", il faut entendre les pays reconnus comme tels par l'Organisation des Nations Unies ;
- c) Par "Etat ou pays", il faut entendre tout Etat ou pays membre du Groupe des 77 ;

.../...

1) On entend par "mesures paratarifaires" les taxes et droits à la frontière, autres que les "droits de douane", qui frappent les opérations de commerce extérieur, et ont le même effet que des droits de douane et sont prélevés uniquement sur les importations, mais non les taxes et droits indirects qui sont prélevés de la même manière sur les produits nationaux analogues. Les droits d'importation correspondant à des prestations spécifiques ne sont pas considérés comme des mesures paratarifaires.

CHAPITRE II

SYSTEME GLOBAL DE PREFERENCES COMMERCIALES

Article 2

Institution et objectifs du SGPC

Par le présent Accord, les participants instituent le SGPC pour promouvoir et régulariser le commerce mutuel et le développement de la coopération économique entre pays en développement, par l'échange de concessions conformément au présent Accord.

Article 3

Principes

Le SGPC est institué conformément aux principes suivants ;

a) La participation au SGPC est exclusivement réservée aux pays en développement membres du Groupe des 77 ;

b) Les avantages du SGPC vont aux pays en développement membres du Groupe des 77 qui sont participants conformément à l'article 1 a) ;

c) Le SGPC repose sur le principe de la mutualité des avantages de façon que tous les participants, selon leur niveau de développement économique et industriel, la structure de leur commerce extérieur et leurs politiques et régimes commerciaux, en profitent équitablement ;

d) Le SGPC sera négocié graduellement, amélioré et élargi par étapes successives, suivant des révisions périodiques ;

e) Le SGPC doit, non pas remplacer, mais compléter et renforcer les groupements économiques sous-régionaux, régionaux et interrégionaux présents et futurs, de pays en développement et tenir compte des préoccupations et des engagements desdits groupements ;

f) Les besoins particuliers des pays les moins avancés doivent être clairement reconnus et des mesures préférentielles concrètes doivent être adoptées en faveur de ces pays ; les pays les moins avancés ne seront pas tenus d'accorder des concessions à titre réciproque ;

g) Le SGPC vise tous les produits, articles manufacturés et produits de base, bruts et transformés ;

h) Les groupements intergouvernementaux sous-régionaux, régionaux et interrégionaux de coopération économique entre pays en développement membres du Groupe des 77 peuvent participer pleinement à ce titre, s'ils le jugent souhaitable, à l'une ou à la totalité des phases des travaux relatifs au SGPC.

Article 4

Composants du SGPC

Le SGPC pourrait comprendre entre autres les composants ci-après :

- a) Arrangements relatifs aux droits de douane ;
- b) Arrangements relatifs aux mesures paratarifaires ;
- c) Arrangements relatifs aux mesures non tarifaires ;
- d) Arrangements relatifs aux mesures commerciales directes, y compris les contrats à moyen terme et à long terme ;
- e) Arrangements relatifs aux accords sectoriels.

Article 5

Liste de concessions

Les concessions tarifaires, paratarifaires et non tarifaires négociées et échangées entre participants figurent dans les listes de concessions qui sont annexées au présent Accord et qui en sont partie intégrante.

CHAPITRE III

NEGOCIATIONS

Article 6

Négociations

1. Les participants peuvent tenir de temps à autre des cycles de négociations bilatérales/ plurilatérales/ multilatérales en vue de l'extension plus poussée du SGPC et de la réalisation plus complète de ses objectifs.
2. Les participants peuvent conduire leurs négociations en suivant une ou plusieurs des approches et procédures ci-après :
 - a) Négociations produit par produit ;
 - b) Réductions tarifaires globales ;
 - c) Négociations sectorielles ;
 - d) Mesures commerciales directes, y compris contrats à moyen terme et à long terme.

CHAPITRE IV

COMITE DES PARTICIPANTS

Article 7

Institution et fonctions

1. Un Comité des participants (ci-après dénommé le "Comité") est institué au moment de l'entrée en vigueur du présent Accord ; il est composé des représentants des gouvernements des participants. Le Comité exerce les fonctions nécessaires pour faciliter le fonctionnement du présent Accord et en favoriser les objectifs. Il a pour tâche de passer en revue l'application du présent Accord et des instruments adoptés dans le cadre du présent Accord, de suivre l'application des résultats des négociations, de procéder à des consultations, de formuler des recommandations et d'adopter les décisions requises, et, d'une manière générale, de prendre toutes les mesures qui peuvent être nécessaires pour assurer la réalisation convenable des objectifs et la bonne application des dispositions du présent Accord.

a) Le Comité suit de près la possibilité de promouvoir de nouvelles négociations en vue d'élargir les listes de concessions et de favoriser le commerce entre les participants au moyen d'autres mesures et il peut à tout moment organiser des négociations de ce genre. Le Comité assure également la diffusion rapide et complète de l'information commerciale afin d'encourager le commerce entre les participants ;

b) Le Comité examine les différends et fait des recommandations en la matière conformément à l'article 21 du présent Accord ;

c) Le Comité peut instituer les organes subsidiaires qui peuvent être nécessaires à l'exercice efficace de ses fonctions ;

d) Le Comité adopte les règlements et règles appropriés qui peuvent être nécessaires à l'application du présent Accord ;

2. a) Le Comité s'efforce de faire en sorte que toutes ses décisions soient prises par consensus ;

b) Nonobstant les mesures susceptibles d'être prises en application des dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 2 du présent article, toute proposition ou motion dont le Comité est saisi est mise aux voix si un représentant le demande ;

c) Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers sur les questions de fond et à la majorité simple sur les questions de procédure.

3. Le Comité adopte son règlement intérieur.

4. Le Comité adopte ses règles de gestion financière et son règlement financier.

Article 8

Coopération avec les organisations internationales

Le Comité prend toutes les dispositions appropriées aux fins de consultation ou de coopération avec l'Organisation des Nations Unies et ses organes, en particulier la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et les institutions spécialisées des Nations Unies, ainsi qu'avec les groupements intergouvernementaux sous-régionaux, régionaux et interrégionaux de coopération économique entre pays en développement membres du Groupe des 77.

CHAPITRE V

REGLES FONDAMENTALES

Article 9

Extension des concessions négociées

1. Sauf dispositions contraires énoncées aux paragraphes 2 et 3 du présent article, toutes les concessions tarifaires, paratarifaires et non tarifaires négociées et échangées entre les participants aux négociations bilatérales/plurilatérales sont, lors de leur application, étendues sur une base NPF à tous les participants aux négociations concernant le SGPC.
2. Sous réserve des Règlements et des Directives prescrits à cet égard, les participants parties à des mesures commerciales directes, à des accords sectoriels ou à des accords sur des concessions non tarifaires peuvent décider de ne pas étendre à d'autres participants les concessions liées à de tels accords. Une telle limitation ne devra pas porter préjudice aux intérêts commerciaux d'autres participants et, dans le cas contraire, la question sera soumise au Comité pour examen et décision. De tels accords devront être ouverts à tous les participants au SGPC par le biais de négociations directes. Le Comité devra être informé du début des négociations sur ces accords ainsi que des dispositions qu'ils contiennent, dès qu'ils seront conclus.
3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, les participants peuvent ~~accorder~~ des concessions tarifaires, non tarifaires et paratarifaires applicables exclusivement aux exportations originaires des pays les moins avancés participants. Ces concessions, lors de leur mise en oeuvre, s'appliquent de manière égale à tous les pays les moins avancés participants. S'il apparaît que l'octroi d'un droit exclusif nuit aux intérêts commerciaux légitimes d'autres participants, la question peut être portée devant le Comité pour qu'il revoie les arrangements en cause.

Article 10

Protection des concessions

Sous réserve des modalités, conditions ou clauses spéciales qui peuvent être énoncées dans les listes des concessions accordées, un participant n'altère pas ou n'annule pas ces concessions, après l'entrée en

.../...

vigueur du présent Accord, par l'application de droits ou de mesures restreignant le commerce autres que ceux qui existaient auparavant, à moins que ces droits ne correspondent à une taxe intérieure imposée à un produit national analogue, à un droit antidumping ou compensateur, ou à une commission en rapport avec le coût des services rendus, et exception faite des mesures autorisées aux termes des articles 13 et 14.

Article 11

Modification ou retrait de concessions

1. Tout participant peut, après un délai de 3 ans à compter du jour où les concessions ont été accordées, notifier au Comité son intention de modifier une concession ou de la retirer de sa liste correspondante.

2. Le participant qui a l'intention de retirer ou de modifier une concession engage des consultations et/ou des négociations, en vue d'aboutir à un accord au sujet de toute compensation nécessaire et appropriée, avec les participants avec lesquels elle avait été initialement négociée et avec tous autres participants ayant en qualité de fournisseurs un intérêt majeur ou suffisamment important ainsi que le Comité peut le déterminer.

3. Au cas où les participants concernés n'aboutiraient pas à un accord dans les six mois à compter de la réception de la notification et où le participant auteur de la notification viendrait à modifier ou à retirer la concession, les participants visés, ainsi que le Comité peut les déterminer, peuvent retirer ou modifier des concessions équivalentes figurant sur leurs listes correspondantes. La modification ou le retrait doit être notifié au Comité.

Article 12

Suspension ou retrait de concessions

Un participant peut, à tout moment, suspendre ou retirer, en totalité ou en partie, tout produit de sa liste de concessions au motif que la concession en a été initialement négociée avec un Etat qui n'est pas devenu, ou qui a cessé d'être un participant au présent Accord. Un participant qui prend cette décision est tenu de la notifier au Comité et, s'il en est prié, engage des consultations avec les participants pour lesquels le produit en cause présente un intérêt substantiel.

Article 13

Mesures de sauvegarde

Tout participant peut prendre des mesures de sauvegarde pour parer à un préjudice grave ou à une menace de préjudice grave qui peut résulter directement pour ses producteurs de produits analogues ou similaires, d'un accroissement substantiel imprévu d'importations bénéficiant de préférences au titre du SGPC.

1. Les mesures de sauvegarde doivent être conformes aux règles ci-après:

a) Elles devraient être compatibles avec les buts et objectifs du S.G.P.C. Elles devraient être appliquées sans discrimination entre les participants au S.G.P.C.

b) Les mesures de sauvegarde ne devraient rester en vigueur que dans la mesure et pendant le temps nécessaire pour prévenir le préjudice ou y mettre fin.

c) En règle générale et sauf dans des circonstances critiques, toutes les mesures de sauvegarde sont prises après consultation entre les participants intéressés. Les participants qui envisagent de prendre des mesures de sauvegarde seront tenus de démontrer, de manière convaincante pour les parties concernées au sein du Comité, l'existence du préjudice grave ou de la menace de préjudice grave justifiant ces mesures.

2. Les mesures de sauvegarde visant à parer à un préjudice grave ou à une menace de préjudice devraient être assujetties aux procédures ci-après :

a) Notification : Tout participant qui envisage de prendre des mesures de sauvegarde devrait notifier son intention au Comité, et le Comité porte cette notification à la connaissance de tous les participants. Dès réception de la notification, les participants intéressés qui ont l'intention d'engager des consultations avec l'auteur de la notification le notifient au Comité dans les 30 jours. Dans des circonstances critiques où un retard pourrait entraîner un dommage qu'il serait difficile de réparer, une mesure peut être prise à titre provisionnel, sans consultations préalables, à condition que des consultations aient lieu immédiatement après l'adoption de cette mesure ;

b) Consultations : les participants intéressés devraient engager des consultations en vue d'aboutir à un accord quant à la nature des mesures de sauvegarde à prendre, ou déjà prises, et quant à leur durée, ainsi qu'à la compensation ou à la renégociation de concessions. Ces consultations devraient être achevées dans les trois mois qui suivent la réception de la notification initiale. Si elles n'aboutissent pas, dans le délai spécifié ci-dessus, à un accord qui donne satisfaction à toutes les parties, la question devrait être renvoyée au Comité aux fins de règlement. Si le Comité ne parvient pas à résoudre la question dans les quatre semaines suivant la date à laquelle elle lui a été renvoyée, les parties lésées par la mesure de sauvegarde ont le droit de retirer des concessions équivalentes ou d'autres obligations dans le cadre du S.G.P.C. que le Comité ne désapprouve pas.

Article 14

Mesures relatives à la balance des paiements

Si un participant rencontre des problèmes économiques graves pendant l'application du SGPC, il peut prendre des mesures pour faire face à des difficultés sérieuses de balance de paiements.

1. Tout participant qui juge nécessaire d'instituer ou d'intensifier, en ce qui concerne des produits ou des secteurs pour lesquels des concessions avaient été offertes, des restrictions quantitatives ou d'autres mesures limitant les importations, en vue de parer à la menace d'une baisse sensible de ses réserves monétaires ou d'enrayer cette baisse, s'efforce de la faire pour prévenir ces difficultés ou y mettre fin, d'une manière qui préserve autant que possible la valeur des concessions négociées.

2. Ces mesures sont notifiées immédiatement au Comité qui porte la notification à la connaissance de tous les participants.

3. Tout participant qui prend des mesures en application du paragraphe 1 du présent article accorde, à la demande de tout autre participant, des possibilités adéquates de consultations en vue de préserver la stabilité des concessions négociées au titre du SGPC. S'il n'y a pas eu règlement satisfaisant entre les participants concernés dans les trois mois suivant la notification de ces mesures, la question peut être renvoyée au Comité pour examen.

Article 15

Règles d'origine

Les produits figurant sur les listes de concessions annexées au présent Accord sont admis à bénéficier du traitement préférentiel s'ils satisfont aux règles d'origine, qui sont annexées au présent Accord et qui en sont partie intégrante.

Article 16

Procédures relatives aux négociations de contrats à long terme et à moyen terme entre participants au SGPC intéressés

1. Dans le cadre du présent Accord, les participants peuvent conclure entre eux des contrats à long terme et à moyen terme comportant des engagements d'importation ou d'exportation de marchandises ou produits particuliers.

2. Pour faciliter la négociation et la conclusion de ces contrats ;

a) Les participants exportateurs devraient indiquer les marchandises ou produits qu'ils seraient prêts à s'engager à fournir et les quantités en cause ;

b) Les participants importateurs devraient indiquer les marchandises ou produits pour lesquels ils pourraient envisager de souscrire des engagements d'importation et, si possible, les quantités en cause ; et

c) Le Comité apportera une assistance concernant l'échange multilatéral d'informations prévu aux alinéas a) et b) ci-dessus et des négociations bilatérales et/ou multilatérales entre les participants importateurs et exportateurs intéressés, pour la conclusion de contrats à long terme et à moyen terme.

3. Les participants concernés devraient notifier au Comité dès que possible la conclusion des contrats à long terme et à moyen terme.

Article 17

Traitement spécial accordé aux pays les moins avancés

1. Conformément à la déclaration ministérielle relative au SGPC, les besoins spéciaux des pays les moins avancés doivent être clairement reconnus et des mesures préférentielles concrètes devront être convenues en faveur de ces pays.

.../...

2. Pour devenir participants, les pays les moins avancés ne sont pas tenus d'accorder des concessions à titre réciproque ; ces pays les moins avancés participants sont admis au bénéfice de toutes les concessions tarifaires, paratarifaires et non tarifaires échangées lors des négociations bilatérales/plurilatérales qui sont multilatéralisées.

3. Les pays les moins avancés participants devraient déterminer les produits d'exportation pour lesquels ils voudraient obtenir des concessions sur les marchés d'autres participants. Pour les aider dans cette tâche, l'organisation des Nations Unies et les autres participants en mesure de le faire devraient leur fournir à titre prioritaire une assistance technique, y compris des renseignements pertinents sur le commerce des produits considérés et les principaux marchés d'importation en développement, ainsi que sur les tendances et perspectives du marché et les régimes commerciaux dans les pays participants.

4. Les pays les moins avancés participants peuvent, en ce qui concerne les produits et marchés d'exportation visés au paragraphe 3 ci-dessus, adresser des demandes spécifiques aux autres participants en vue de concessions tarifaires, paratarifaires et non tarifaires et/ou de mesures commerciales directes, y compris des contrats à long terme.

5. Les exportations des pays les moins avancés participants doivent être spécialement prises en considération dans l'application de mesures de sauvegarde.

6. Les concessions demandées pour les produits considérés peuvent comprendre notamment :

a) - l'entrée en franchise, en particulier pour les produits transformés et semi-transformés ;

b) - la suppression des obstacles non tarifaires ;

c) - la suppression, dans les cas appropriés, des obstacles paratarifaires ;

d) - la négociation de contrats à long terme en vue d'aider les pays les moins avancés participants à atteindre des niveaux raisonnables d'exportation continue de leurs produits.

7. Les pays participants devront examiner avec bienveillance les demandes de concession formulées par les pays les moins avancés participants au titre du paragraphe 6 ci-dessus et s'efforcer, autant que possible, d'y donner suite, en totalité ou en partie, pour traduire dans les faits les mesures préférentielles concrètes susceptibles d'être convenues en faveur des pays les moins avancés participants.

Article 18

Groupements sous-régionaux, régionaux et interrégionaux

Les préférences tarifaires, paratarifaires et non tarifaires applicables à l'intérieur de groupements sous-régionaux, régionaux et interrégionaux existants de pays en développement, notifiés comme tels et enregistrés dans le présent Accord, conservent leur caractère essentiel et les membres de ces groupements n'ont pas l'obligation d'étendre aux autres participants, ni ces derniers le droit de revendiquer, les avantages de telles préférences. Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent également aux accords préférentiels conclus dans le but de créer des groupements sous-régionaux, régionaux et interrégionaux de pays en développement ainsi qu'aux futurs groupements sous-régionaux, régionaux et interrégionaux des pays en

développement qui seront notifiés comme tels et dûment enregistrés dans le présent Accord. De surcroît, ces dispositions s'appliquent à égalité à toutes les préférences tarifaires, paratarifaires et non tarifaires qui pourraient entrer ultérieurement en vigueur à l'intérieur des groupements sous-régionaux, régionaux ou interrégionaux en question.

CHAPITRE VI

CONSULTATIONS ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

Consultations Article 19

1. Chaque participant examine avec compréhension les représentations qu'un autre participant peut lui adresser au sujet d'une question touchant l'application du présent Accord et il se prête à des consultations concernant ces représentations.

2. Le Comité peut, à la demande d'un participant, engager des consultations avec un participant sur une question à laquelle les consultations visées au paragraphe 1 ci-dessus n'ont pas permis de trouver de solution satisfaisante.

Article 20

Annulation ou altération de l'avantage résultant d'une concession

1. Si un participant considère qu'un autre participant a altéré la valeur d'une concession figurant dans sa liste ou qu'un avantage résultant pour lui directement ou indirectement du présent Accord se trouve annulé ou compromis du fait qu'un autre participant ne remplit pas l'une quelconque des obligations qu'il a contractées aux termes du présent Accord ou du fait de toute autre circonstance concernant l'application du présent Accord, il peut, en vue du règlement satisfaisant de la question, faire des représentations ou propositions écrites à l'autre ou aux autres participants qui, selon lui, sont en cause, lesquels, ainsi sollicités examinent avec compréhension les représentations ou propositions qui leur ont été faites.

2. Si aucun règlement satisfaisant n'intervient entre les participants concernés dans un délai de 90 jours à partir de la date à laquelle les représentations ou la demande de consultation ont été faites, la question peut être portée devant le Comité, qui consulte lesdits participants et formule des recommandations appropriées dans un délai de 75 jours à partir de la date à laquelle la question a été portée dans le Comité. Si un règlement satisfaisant n'intervient toujours pas dans un délai de 90 Jours à partir de la date à laquelle les recommandations ont été formulées, le participant lésé peut suspendre l'application d'une concession substantiellement équivalente ou l'exécution d'autres obligations du SGPC dont le Comité ne désapprouve pas la suspension.

Article 21

Règlement des différends

Tout différend qui peut surgir entre les participants concernant l'interprétation et l'application des dispositions du présent Accord ou de tout instrument adopté dans le cadre du présent Accord est réglé par accord amiable entre les parties concernées dans l'esprit de l'Article

19 du présent accord. Si le différend n'est pas réglé, il peut être porté devant le Comité par l'une des parties au différend. Le Comité se voit la question et formule une recommandation dans un délai de 120 jours à partir de la date à laquelle le différend lui a été soumis. Le Comité adopte les règlements appropriés à cette fin.

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS FINALES

Article 22

Application

Chaque participant prend les mesures législatives ou autres nécessaires à l'application du présent Accord et des instruments adoptés dans le cadre du présent Accord.

Article 23

Dépositaire

Le Gouvernement (de) est le dépositaire du présent Accord.

Article 24

Signature

Le présent Accord sera ouvert à la signature à (.....) du jusqu'à la date de son entrée en vigueur conformément à l'Article 26.

Article 25

Signature définitive, ratification, acceptation ou approbation

Tout participant visé à l'alinéa a) de l'article premier et dans l'annexe I du présent Accord qui a échangé des concessions peut :

a) Au moment de la signature du présent Accord, déclarer que, par sa signature, il consent à être lié par le présent Accord (signature définitive) .

b) Après avoir signé le présent Accord, ratifier, accepter ou approuver le présent Accord en déposant un instrument à cet effet auprès du dépositaire.

Article 26

Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entrera en vigueur le trantième jour qui suivra celui où 15 Etats visés à l'alinéa a) de l'article premier et dans l'annexe I du présent Accord des trois régions du Groupe des 77 qui auront échangé des concessions auront déposé leur instrument de signature définitive, de ratification, d'acceptation ou d'approbation, conformément aux alinéas a) et b) de l'article 25.

.../...

2. Pour tout Etat qui aura déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ou fait une notification d'application à titre provisoire après l'entrée en vigueur du présent Accord, le présent Accord entrera en vigueur le trentième jour qui suivra celui où ledit Etat a procédé au dépôt ou fait la notification.

3. A l'entrée en vigueur du présent Accord, le Comité fixera une date définitive pour le dépôt d'instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation par les Etats visés à l'article 25. La période entre cette date et l'entrée en vigueur du présent Accord ne devra pas excéder trois années.

Article 27

Notification d'application à titre provisoire

Tout Etat signataire qui se propose de ratifier, accepter ou approuver le présent Accord mais qui n'a pas encore été en mesure de déposer son instrument peut, dans un délai de soixante jours après l'entrée en vigueur du présent Accord, notifier au depositaire qu'il appliquera le présent Accord à titre provisoire. L'application à titre provisoire ne dépasse pas deux ans.

Article 28

Adhésion

Six mois après son entrée en vigueur conformément à ses dispositions pertinentes, le présent Accord est ouvert à l'adhésion de membres du Groupe des 77 ayant satisfait aux conditions fixées dans le présent Accord. A cette fin, les procédures suivantes s'appliquent :

- a) le candidat notifie au Comité son intention d'adhésion ;
- b) le Comité porte cette notification à la connaissance des participants ;
- c) le candidat soumet une liste d'offres aux participants et tout participant peut déposer une liste de demandes adressées au candidat ;
- d) Une fois menées à bien les procédures prévues au alinéas a), b) et c) ci-dessus, le candidat engage des négociations avec les participants intéressés en vue d'arriver à un accord sur sa liste de concessions ;
- e) les demandes d'adhésion des pays les moins avancés seront examinées en tenant compte de la disposition relative au traitement spécial réservé aux pays les moins avancés.

Article 29

Amendements

1. Tout participant peut proposer un amendement au présent Accord. Le Comité examine et recommande l'amendement pour adoption par les participants. Un amendement entre en vigueur 30 jours après la date à laquelle les deux tiers des participants, tels que définis à l'alinéa a) de l'article premier, ont notifié au depositaire leur acceptation.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article :

- a) Tout amendement concernant :

- i) la définition de membre énoncée à l'alinéa a) de l'article premier ;
 - ii) la procédure d'amendement au présent Accord ;
- entre en vigueur après son acceptation par tous les participants tels que définis à l'alinéa a) de l'article premier du présent Accord ;
- b) Tout amendement concernant :
- i) Les principes énoncés à l'Article 3 ;
 - ii) La base de consensus et toute autre base de vote mentionnées dans le présent Accord ;
- entre en vigueur après son acceptation par consensus.

Article 30

Retrait

1. Tout participant peut se retirer du présent Accord à tout moment après l'entrée en vigueur dudit Accord. Le retrait prend effet six mois à compter du jour où le dépositaire en a reçu notification par écrit. Le participant informe simultanément le Comité de la décision qu'il a prise.

2. Les droits et obligations d'un participant qui s'est retiré du présent Accord cessent de s'appliquer à la date du retrait. Après cette date, les participants et le participant qui s'est retiré décident d'un commun accord de dénoncer ou non, en totalité ou en partie, leurs concessions réciproques.

Article 31

Réserves

Toute disposition du présent Accord peut faire l'objet de réserves à la condition que celles-ci ne soient pas incompatibles avec les buts et objectifs du présent Accord et qu'elles soient acceptées par la majorité des autres participants.

Article 32

Non-application

1. Le S.G.P.C. ne s'applique pas entre les participants s'ils n'ont pas engagé de négociations directes les uns avec les autres et si l'un d'eux, au moment où il accepte le présent Accord, ne consent pas à son application.

2. Le Comité des participants peut examiner l'application du présent article dans ces particuliers à la demande de tout participant et formuler les recommandations appropriées.

Article 33

Exceptions au titre de la sécurité

Aucune disposition du présent Accord ne saurait être interprétée comme pouvant empêcher un participant de prendre une mesure qu'il estime nécessaire à la protection de ses intérêts essentiels en matière de sécurité.

.../...

Article 34

Annexes

1. Les annexes forment partie intégrante du présent Accord et une référence au présent Accord ou à un de ses chapitres renvoie également aux annexes qui s'y rapportent.

2. Les annexes au présent Accord sont les suivantes

- a) Annexe I - Participants à l'Accord
- b) Annexe II - Règles d'origine
- c) Annexe III - Concessions S.G.P.C. à la République du Bénin.
- d) Annexe IV - Liste de concessions.

1. Cet Article ne peut être invoqué que dans des circonstances exceptionnelles qui seront dûment notifiées au Comité.

FAIT à BELGRADE, YUGOSLAVIE, le TREIZE AVRIL MIL NEUF CENT QUATRE VINGT HUIT, les textes du présent Accord en Anglais, en Arabe, en Espagnol et en Français faisant également foi.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet ont signé le présent Accord aux dates indiquées.

A N N E X E 1

PARTICIPANTS A L'ACCORD

Algérie	Mexique
Argentine	Nicaragua
Angola	Mozambique
Bangladesh	Nigéria
Bénin	Pakistant
Bolivia	Pérou
Brésil	Philippines
Cameroun	Qatar
Chili	République de Corée
Colombie	République Populaire démocratique de Corée
Cuba	République-Unie de Tanzanie
Egypte	Roumanie
Equateur	Singapour
Ghana	Soudan
Guinée	Sri-Lanka
Guyana	Thaïlande
Haiti	Trinité-et-Tobago
Inde	Tunisie
Indonésie	Uruguay
Iran (République Islamique d')	Venezuela
Iraq	Viet Nam
Liban	Yougoslavie
Libye	Zaire
Malaisie	Zimbabwe
Maroc	

A N N E X E II

REGLES D'ORIGINE

Pour déterminer l'origine des produits admis au bénéfice des concessions préférentielles au titre du S.G.P.C., conformément aux alinéas a) et b) de l'Article 3 et à l'Article 15 de l'Accord relatif au SGPC, les règles ci-après s'appliquent :

REGLE 1 : Produits originaires - Les produits visés par des accords ou arrangements commerciaux préférentiels dans le cadre du SGPC et importés sur le territoire d'un participant en provenance d'un autre participant d'où ils sont expédiés directement au sens de la règle 5 ci-après sont admis au bénéfice de concessions préférentielles s'ils répondent à l'un des critères d'origine suivants :

a) Produits entièrement obtenus sur le territoire du participant exportateur, selon la définition de la règle 2, ou

b) Produits non entièrement obtenus sur le territoire du participant exportateur, à condition que lesdits produits répondant aux conditions de la règle 3 ou de la règle 4.

REGLE 2 : Produits entièrement obtenus - Au sens de la règle 1 a); les produits suivants sont réputés entièrement obtenus sur le territoire du participant exportateur :

a) Les produits minéraux ou bruts extraits de son sol, de ses fleuves et lacs ou de ses fonds marins 1/ ;

b) Les produits du règne végétal qui y sont récoltés 2/ ;

c) Les animaux vivants qui y sont nés et élevés ;

d) Les produits qui y sont obtenus à partir d'animaux visés à l'alinéa c) ci-dessus ;

e) Les produits de la chasse ou de la pêche qui y sont pratiqués ;

f) Les produits de la pêche maritime et autres produits tirés de la haute mer par ses navires 3/ 4/ ;

g) Les produits transformés ou fabriqués à bord de ses navires-usines 4/ 5/, exclusivement à partir de produits visés à l'alinéa f) ci-dessus ;

h) Les articles usagés, ne pouvant servir qu'à la récupération des matières premières, qui y sont recueillis ;

i) Les déchets provenant d'opérations manufacturières qui y sont effectués ;

j) Les marchandises qui y sont fabriquées exclusivement à partir des produits visés aux alinéas a) à i) ci-dessus.

CONCESSIONS SYSTEME GLOBAL DE PREFERENCES COMMERCIALES A LA REPUBLIQUE DU BENIN

POSITION TARIFAIRE	DES CRIP- TION DES PRODUITS	MESURES TARIFAIRES		MESURES PARA ET NON TARIFAIRES		PAYS DONNEURS DE CONCESSION	OBSERVATION
		Taxe de base des droits	Concessions S.G.P.C.	Mesures Existantes	Concessions S.G.P.C.		
150706 2523 A	Huile de Palmiste Ciment	1 % 1 %	50 % 50 % *			EGYPTE	Concessions applicables après ratifi- cation de l'Ac- cord par le bénéficiaire.
2201.A.I.a 09.OI.A.I. 55.07	Eaux miné- rales natu- relles Café non tarifié Tissu de coton à point de casse	42,5 % 27,5 % 45 %	MP 50 % * MP 50 % * MP 50 % *			MAROC	
1507.63	Huile de coton brut pour Indus- trie	3 %	50 % *			ALGERIE	
EX 23-04	Tourteaux d'arachide de coton et de palmita	10 %	30 % *			ROMANIE	
5501	Coton fibres	10 %	10 %			CORSE	

* CONCESSIONS ACCORDEES AU BENIN EN SA QUALITE DES PAYS LES MOINS AVANCES.

SYSTEME GLOBAL DE PREFERENCES COMMERCIALES

(S. G. P. C.)

PAYS ET PRODUITS	TAUX DE DROIT DE DOUANE	CONCESSIONS S.G.P.C.
<u>ALGERIE</u>		
15.07.63 : Huile de coton brut par Industrie	3 %	50 %
<u>BANGLADESH</u>		
30.05 : Autres produits pharmaceutiques	20 %	2,5 %
30.05 : Préparations des Articles Pharmaceutiques	20 %	2,5 %
<u>BRAZIL</u>		
08.01 : Noix de cajou	55 %	50 %
13.03.16 : Sève végétale et extraits de Kola	17 %	50 %
<u>REPUBLIQUE POPULAIRE ET DEMOCRATIQUES DE COREE</u>		
41.01.A : Cuir et peau	7 %	0 %
<u>EGYPTE</u>		
15.07 : Huile végétale fluide, solide crue, raffinée ou purifiée		
Huile d'amande de palme	1 %	50 %
57.04 : Fibres de noix de coco	5 %	30 %
<u>GUINEE</u>		
25.23 : Ciment	20 %	Consolidé
<u>HAITI</u>		
84.12 : Climatiseurs - machines	17 %	10 %
84.15 : Réfrigérateurs pour usage domestique	20 %	10 %
<u>INDE</u>		
25.23.29 : Ciment de Portland	60 %	25 %
41.04.29 : Cuir de veau tanné ou retanné mais non travaillé davantage.	60 %	30 %
53.05.11 : Coton	60 %	30 %
55.05.45		
		.../...

PAYS ET PRODUITS	TAUX DE DROIT DE DOUANE	CONCESSIONS S.G.P.C.
<u>REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN</u>		
57.04 : Fibres de noix de coco	10 %	5 %
<u>MAROC</u>		
09.01 : Café non torréfié	27 %	50 %
22.01 : Eaux minérales naturelles	42,5 %	50 %
32.09 : Autres peintures et vernis non dénommés	45 %	10 %
<u>MOZAMBIQUE</u>		
30.03.02 : Médicaments (y compris les produits vétérinaires) contenant des antibiotiques dont les composants sont la pénicilline, la streptomycine, tétracycline, chlorotétracycline, oxité-tracycline, aritromicyne et ses sels.	5 %	10 %
30.03.04 : Médicament (produits vétérinaires Médicaments/non spécifiés)	5 %	10 %
85.06.02 : Autres appareils électro-ménagers	20 MT/KG	25 %
<u>NIGERIA</u>		
30.03 : Médicament	25 %	
<u>PERU</u>		
15.07.08.01. : Aceite de coco (copra) en bruto	19	10,5 %
<u>REPUBLIQUE DE QUATAR</u>		
30.03.1 : Médicaments contenant des antibiotiques ou des dérivées d'antibiotiques	4 %	Consolidé
<u>REPUBLIQUE DE COREE</u>		
1513 : Noix de coco huile d'amande de palme de babassu et leurs dérivées raffinées ou non mais non chimiquement transformées Huile de copra et ses dérivées		
1513.11 : Huile brute	20 %	18 %
1701 : Canne à sucre ou sucre de betterave et pure saccharose chimique à l'état solide sucre roux ne contenant aucun arôme ni colorant.		

PAYS ET PRODUITS	TAUX DE DROITS DE DOUANE	CONCESSIONS S. G. P. C.
17.01.11 : Canne à sucre dont la transformation n'excède pas 98 %	20 %	18 %
1703 : Mélasses provenant de l'extraction ou du raffinage du sucre		
17.03.10 : Mélasses de canne à sucre utilisées pour la fabrication de cordes	10 %	9 %
18.04.00 : Poudre de cacao grasse		
5201 : Coton ni cardé ni peigné		
52.01.00 : Autre pas moins de 25,4 Mm mais moins de 28,5 mm (11/8 cm) de longueur	10 %	9 %
<u>REPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE</u>		
08.01 : Noix d'acajou	20 %	50 %
08.01 : Coque de noix de coco	20 %	20 %
08.02 : Agrumes fraîches ou séchées		
- citrons	arbre	consolidé
- oranges	32 %	20 %
- fruit	40 %	40 %
- mandarines	40 %	30 %
09.01 : café, grillé ou non caféine décaféiné, coques et pellicules de café café ersatz contenant du café de toute proportion	30 %	30 %
09.04 : Poivre de genus piment de genus	30 %	20 %
12.01 : graines et fruits oléagineux		
entiers ou concassés :		
- arachide	40	40 %
- sésame	arbre	consolidé
- soja	arbre	consolidé
17.01 : sucre brut de canne	5 %	100 %
17.03 : Mélasses décolorées ou pas	10 %	30 %
18.01 : Cacao en fèves concassées brut ou torréfiées	2 %	consolidé
24.01 : tabac non travaillé	10 %	20 %
55.01 : coton linter	3 %	100 %

PAYS ET PRODUITS	TAUX DE DROITS DE DOUANE	CONCESSIONS S.G.P.C.
84.12 : Climatiseurs machines, groupe pour le conditionnement de l'air comprenant réunis en un seul corps un ventilateur	11 %	20 %
08.01 : Noix de Cajou	20 %	50 %
08.01 : Dattes	20 %	30 %
" : Bananes	20 %	20 %
" : Noix de coco sans coques	20 %	20 %
09.01 : Café, même torréfié ou décaféiné coques et pellicules de café, succédanés du café contenant du café quelles que soient les proportions du mélange	30	30 %
12.01 : Graines et fruits oléagineux, même concassés : - Arachides - Sésame - Soja	40 excepté excepté	40 % consolidat° consolidat°
17.01 : Sucre brut de canne	5	100 %
17.03 : Mélasses, même décolorées	10	30 %
18.01 : Cacao en fèves et brisure de fèves brut ou torréfiés		
23.04 : Tourteaux et autres résidus de l'extraction des huiles végétales à l'exclusion des liés ou fèves	10 10	30 % 20 %
24.01 : Tabacs bruts ou non fabriqués déchets de tabac	10	20 %
41.03 : Peaux d'ovins, préparées	10	30 %
55.01 : Coton en masse : - égrené : fibres extra-longues et longues fibres moyennes et courtes - non égrené :	4 2 1	- 100 % - 100 % - 100 %
57.04 : Fibres de noix de coco	5	100 %
84.12 : Groupes pour le conditionnement de l'air comprenant réunis en un seul corps, un ventilateur		
<u>REPUBLIQUE DU SOUDAN</u> 30.30 : Médécines		consolidé

.../...

PAYS ET PRODUITS	TAUX DE DROIT DE DOUANE	CONCESSIONS S.G.P.C.
52.05 : Fibre de noix de coco ou autres fibres textiles végétales spécifiées nulle part, toutes transformées mais non filées.	5 %	Consolidé
53.05.2 53.05.21 : brut 53.05.29	5 %	consolidé
84-15 : Groupes pour le conditionnement de l'air comprenant réunis en un seul corps un ventilateur		
84.15.10 : fenêtres ou assimilés		
84.15.101 : capacité égale à 168 MJ/h	17 %	30 %
84.15.109 : capacité supérieure à 168/MJ/h	18 %	30 %
<u>CONCESSIONS OFFERTES EXCLUSIVEMENT AUX P.M.A.</u>		
12.02 : Arachides non grillées barillées décortiquées ou pas		
12.02.10 : en coque	0	consolidé
12.02.20 : décortiquées ou non	0	consolidé
12.07 : graine et fruits oléagineux en coque ou décortiqués		
12.07.30 : graine de ricin	5 %	consolidé
12.07.40 : graine de sésame		"
12.06.00 : graine de tournesol gomme résine naturelle gomme résine balsamine	0	"
17.03 : Mélasses provenant de l'extraction ou du raffinage du sucre		
17.03.10 : Mélasses de canne	10 %	60 %
23.05.00 : Tourteaux résidus même moulus ou sous la forme de bouteilles	5 %	consolidé
23.06 : Tourteaux d'oléagineux et autres résidus solides		
23.06.90 : Autres	5 %	
52.01.00 : coton non cardé ou peigné	free	binding
52.03.00 : coton cardé ou peigné		
<u>ZAIRE</u>		
62.02.20 : linges de maison		

.../...

RAYS ET PRODUITS	TAUX DE DROIT DE DOUANE	CONCESSIONS S.G.P.C.
69.11.10 : Vaisselle et articles de ménage ou de toilette en porcelains	50 %	30 %
<u>ANGOLA</u>		
30.03.04 : Médicaments non spécifiés	5 %	10 %
<u>ZIMBABWE</u>		
Crustacés et mollusques	free	binding
<u>CAMEROUN</u>		
Huiles essentielles	37,5 %	consolidat°
<u>TUNISIE</u>		
24.01 : Tabac brut ou non fabriqué déchets de tabac	43	30 %
55.01 : Coton en masse	17	20 %